

En accord avec ses auteur.trices, nous publions [ce billet de blog Mediapart](#).

Le 31 mars dernier, Macron annonce la fermeture des établissements scolaires. Parmi ces établissements, il y a Angela Davis, le lycée de la Plaine à Saint-Denis, qui est également un internat accueillant des élèves de toute la Seine-Saint-Denis. Pour la plupart des élèves y étant accueilli-es, l'internat n'est pas une question de proximité mais de précarité.

Ce mercredi 31 mars, certain-es élèves se sont réuni-es dans une des salles communes pour regarder l'allocution présidentielle. A ce moment là, nous sommes encore dans l'incertitude quant à la fermeture de l'internat. Nous n'aurons la confirmation que le lendemain. Les annonces laissent place à la sidération. Une vague d'inquiétude semble traverser les internes présent-es dans la salle. Petit à petit, nous comprenons l'objet de leur préoccupation : la plupart ne savent pas où iels vont dormir pendant un mois. Avec les collègues présent-es, nous relevons le nom des lycéen-nés dans cette situation, les encourageons à en avertir le CPE responsable de l'internat le lendemain soir, à qui nous transmettons la liste des élèves. Le jeudi soir, ceux-ci sont renvoyé-es vers les assistantes sociales de leurs établissements respectifs (alors que de nombreux établissements n'ont pas d'assistante sociale depuis septembre). Faute d'une réponse de l'institution, nous relevons les numéros de téléphone des internes sans solution d'hébergement. Nous finissons par trouver des chambres et des canapés libres ça et là. Des lycéen-nés se retrouvent donc du jour au lendemain à devoir rassembler leurs affaires et emménager chez des inconnu-es pour un temps indéterminé, sans aucun suivi de la part de l'institution. La situation précaire de ces élèves est tant bien que mal prise en charge par des réseaux de solidarités informels, avec peu de moyens. **Telle est la situation des internes du lycée Angela Davis de Saint-Denis, mais combien d'élèves l'éducation nationale a-t-elle laissé sans solution d'hébergement, et à fortiori de conditions de vie et d'apprentissages correctes ?**

Les protocoles sanitaires successifs mis en place depuis le début de l'année scolaire n'ont pas permis de limiter la propagation du Covid-19 dans les établissements scolaires. Inapplicables, surchargeant de travail le personnel en bas de l'échelle de l'éducation nationale pour peu de résultats, ils ont fini par mener collèges et lycées vers une fermeture inévitable ; et pourtant peu anticipée. En effet, la situation décrite ci-dessus en est un exemple dramatique, mais les conditions d'apprentissages de tous-tes les élèves du secondaire sont mises à l'épreuve par ce confinement scolaire. L'espace de travail en ligne a dès le premier jour montré des dysfonctionnements liés à la trop haute fréquentation par les usager-es, le prêt de matériel informatique (parfois en mauvais état) s'est fait dans l'urgence et de manière incomplète... À cela viennent s'ajouter la clôture des candidatures ParcoursSup le 8 avril, les demandes de bourses étudiantes qui approchent à grands pas ; et nous ne sommes pas tous-tes égaux-ales face aux demandes administratives, notamment en ligne. De nombreux enseignements des élèves en filière professionnelle ne peuvent pas se faire à distance. **Comment l'éducation nationale ose-t-elle parler de "continuité pédagogique" quand des élèves n'ont pas de quoi étudier, voire manger ou dormir ?**

De fait, les élèves et le personnel de l'éducation nationale sont obligé-es de s'organiser pour palier les manquements du service public. Ici à Saint-Denis, l'hébergement des internes du lycée Angela Davis et l'accompagnement aux démarches d'orientation et au travail scolaire ont été assurés en partie par un réseau de solidarité animé par des précaires de l'éducation (Assistant-es d'Education et Assistant-es Pédagogiques). **L'État et ses hauts fonctionnaires sont-ils incapables de remplir leur fonction de base ? Ou bien laissent ils volontairement les jeunes de quartiers populaires dans une situation qu'ils trouveraient indigne pour leurs propres enfants ? Peu importe, nous les laisserons répondre de leurs actes en temps venu.**

La crise sanitaire accentue les inégalités déjà présentes. Aucune adaptation au calendrier scolaire

imposé aux élèves n'a été permise. L'éducation nationale continue à mettre une pression considérable aux élèves qui a des impacts sur leur santé mentale ; notamment avec les candidatures ParcoursSup, dispositif aux yeux duquel les élèves de Seine-Saint-Denis sont insignifiant·es, alors que le contexte de la crise sanitaire et les mesures autoritaires qui l'accompagnent nous laissent sans espoir d'un avenir matériel acceptable.

En tant qu'Assistant·es d'Education et Assitant·es Pédagogiques, nous partageons - en partie - ces conditions de vie précaires. Nous sommes aussi, pour certain·es, étudiant·es, vivons également l'isolement et le mépris institutionnel depuis le début de cette "crise sanitaire". Nous ne pouvons qu'être allié·es des collégien·nes et lycéen·nes du 93.

Nous faisons acte de solidarité car elle est pour nous une nécessité sociale et politique. Nous, qui travaillons au quotidien avec les élèves, nous ne pouvons pas laisser durer une situation aussi mortifère. Face au désinvestissement de l'État, et face à la violence du quotidien, la solidarité est notre arme.

Vous nous laissez crever, on va vous désintégrer.